



## Congrès de la Fcpe Paris des 20 et 21 mai 2011 Pour une éducation, priorité nationale

### Préambule

Classement des établissements, mise en concurrence par l'affichage de leurs « résultats » (évaluations, brevet, Bac...), autonomie renforcée pour accompagner cette mise en concurrence,

Logique d'entreprise dans le pilotage de la pénurie laissée aux académies avec primes de performance à la clé pour recteurs et chefs d'établissements,

Gestion de la pénurie favorisant l'enseignement privé,

Bal permanent des mesures et mesurette qui se succèdent pour occuper le terrain médiatique, concentration des moyens sur quelques projets pour mieux masquer leur baisse globale qui pénalise le plus grand nombre,

Champ ouvert aux pourvoyeurs de cours à domicile, et même maintenant de conseils sur l'orientation, qui surfent sur l'ambiance générale anxiogène que génère tant auprès des élèves que de leurs parents, un système scolaire dont la seule ambition semble être d'établir le tri des élèves. Qu'importe la vocation du système éducatif pourvu qu'il permette d'établir une hiérarchie.

Sous couvert de rigueur budgétaire, mais après avoir réduit volontairement ses ressources par des cadeaux à ceux qui en ont le moins besoin, le gouvernement met en œuvre dans le domaine de l'éducation, comme dans d'autres, le désengagement de l'Etat. Quel est l'enjeu de ce choix idéologique qui n'a même pas le courage de s'afficher clairement? Tout simplement la fin de la solidarité entre citoyens dont seul l'Etat peut être le garant. Parmi les services publics que le gouvernement cherche à faire disparaître, faisant croire que la logique de marché et la privatisation peut se substituer à la solidarité, l'Education Nationale a pourtant un rôle bien à part car c'est elle qui détermine ce que sera la société de demain. Par la socialisation, par l'accès du plus grand nombre aux apprentissages, par la mixité sociale dans les établissements, nous devons construire ce que sera la société de demain, l'oublier, voir même prendre des décisions contraires à ces objectifs, c'est préparer une société inégalitaire et invivable pour nos enfants.

### Motion

**La FCPE Paris réaffirme que l'éducation ne doit pas être considérée comme une marchandise. Ce n'est pas une « prestation de services », elle ne doit ni être déléguée à des opérateurs privés, ni soumise aux contraintes du monde économique. L'éducation est un droit ! L'Etat doit y reprendre son rôle central seul garant de la solidarité nationale. Toute vision idéologique libérale de l'école ainsi que les choix gouvernementaux qui en découlent doivent être abandonnés. La FCPE Paris en appelle à tous les candidats et partis pour que les prochaines échéances électorales soient l'occasion d'un véritable engagement pour une autre politique pour l'école et pour que l'éducation soit élevée au rang de priorité nationale.**